



## Registre des intérêts

Nom : **BOUVERAT**

Prénom : **Arnaud**

Groupe : **PS**

	<b>Loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007</b>	<b>Intérêts</b>
Obligation de signaler les liens d'intérêts	<p><b>Art. 8</b></p> <p><sup>1</sup>En entrant au Grand Conseil, chaque député indique au Secrétariat général :</p> <p>a) ses activités professionnelles ;</p> <p>b) les fonctions qu'il assume au sein d'organes d'administration, de direction et de surveillance de fondations, de sociétés, d'associations ou d'établissements importants, suisses ou étrangers, de droit privé ou de droit public;</p> <p>c) les fonctions permanentes de direction qu'il assume pour le compte de groupes d'intérêts importants, suisses ou étrangers;</p> <p>d) les fonctions qu'il assume au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, de l'Etat et des communes vaudoises;</p> <p>e) les fonctions politiques importantes qu'il exerce.</p> <p>Les modifications intervenues sont communiquées d'office au Secrétariat général, au moins au début de chaque année civile.</p> <p><sup>2</sup>Les modifications intervenues sont communiquées d'office au Secrétariat général, au moins au début de chaque année civile.</p> <p><sup>3</sup>Le secret professionnel est réservé.</p>	<p>a) Secrétaire syndical Unia, membre de la direction nationale du secteur tertiaire (Berne) .....</p> <p>b) c)</p> <p>Membre du Conseil de la Maison de quartier de Chailly à Lausanne (comité de l'association)</p> <p>Co-Président de la commission paritaire de la sécurité privée (CoPa Sécurité), Berne</p> <p>Membre de l'Assemblée des délégué-e-s de l'Union syndicale suisse (USS), Berne</p> <p>Membre du Comité directeur du Parti socialiste vaudois, Lausanne</p> <p>Membre du comité de l'œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO-Vaud), Vevey</p> <p>Coordinateur de l'Alliance pour le dimanche, Berne</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
Publication et registre des liens d'intérêts	<p><b>Art. 9</b></p> <p><sup>1</sup>Le Bureau tient à jour le registre des indications mentionnées à l'art. 8. Celui-ci est public.</p> <p><sup>2</sup>Les députés qui ont des intérêts personnels et directs dans un objet traité par le Grand Conseil sont tenus de les signaler quand ils s'expriment à son sujet lors d'une séance du Grand Conseil ou d'une de ses commissions.</p>	

Lieu et date : 15 avril 2019

Signature :